PERSPECTIVES

Sécurité alimentaire : grâce aux paysans ou aux entreprises ?

Page 3

« Les exploitations familiales au centre de notre stratégie »

Page 5

ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Depuis les années 60, l'agriculture intensive est vendue comme la solution au problème de la faim dans le monde. Variétés hybrides + engrais de synthèse + pesticides + irrigation + mécanisation = hausse du rendement. Aujourd'hui, cette équation ne se vérifie plus : 795 millions de personnes souffrent toujours de la faim, les terres s'épuisent à certains endroits de la planète et la biodiversité ne cesse de décliner.
Qui plus est, l'agro-industrie n'a pas contribué de façon déterminante à améliorer la sécurité alimentaire, car c'est toujours l'agriculture paysanne qui nourrit 70 % de la population, alors que l'agro-industrie a surtout pour débouchés l'élevage intensif, le chauffage, le secteur des agrocarburants et l'industrie.
Cet exemple montre qu'il nous faut changer de modèle d'exploitation du sol, de consommation et de production. En adoptant les Objectifs de Développement Durable (ODD) en septembre dernier, tous les pays industrialisés et tous les pays en développement se sont engagés en faveur d'un mode de vie et de production durables. Il est grand temps de passer des paroles aux actes !

Patrick Renz, directeur d'*Action de Carême*

CONTENU

AGROBUSINESS
L'Afrique dans le viseur des multinationales
Page 3

MANUEL SAGER
« Les exploitations familiales au centre de notre stratégie »
Page 5

LAOS
Pouvoir manger, tout simplement
Page 6

Impressum :
Une publication d'*Action de Carême*, 2015
Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia), Patricio Frei (frp), Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation : Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg, Pfäffikon (ZH)
Impression : Imprimeries Kyburz, Delsdorf
Tirages : 53 000 allemand / 9300 français
Paraît quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Action de Carême*, 7, av. du Grammont, 1007 Lausanne, actiondecareme@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Photo de la page de couverture : Wim Reybroeck / Photo : Jean-Pierre Grüter

Un projet controversé au Kenya : 5800 hectares de riz cultivés de manière industrielle dans le district de Kilombero.

L'Afrique dans le viseur des multinationales

Alors qu'ils sont déjà omniprésents dans de nombreux pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud, les grands groupes agro-alimentaires s'apprêtent à débarquer en force en Afrique.

Les pays africains pratiquent l'agriculture à petite échelle : au sud du Sahara, la taille moyenne des exploitations est de 2,4 hectares. Les paysans y plantent surtout des cultures vivrières et recourent à leur propre main-d'œuvre, leurs semences et les ressources locales. Cette agriculture y est le moyen de subsistance de 62 % des habitants.

Au service des multinationales ?

Mais les groupes agro-alimentaires, comme Syngenta et Monsanto, voient cette agriculture « improductive » d'un mauvais œil. Le groupe bâlois vient ainsi de déclarer sur son site Internet que l'Afrique est trop importante pour être laissée au hasard. En 2012, son président Michael Mack a promu l'Afrique au rang des régions stratégiques. Il a promis de contribuer à la transformation de l'agriculture africaine. Il faudra, pour ce faire, engager 700 agronomes chargés de guider les paysans vers une agriculture « moderne » et ainsi créer de nouveaux débouchés pour les groupes agro-alimentaires.

Les semences hybrides et les OGM, que Syngenta et les autres

Photo : Greenpeace

semenciers vendent comme étant la solution pour augmenter la productivité de l'agriculture paysanne africaine, dépendent des engrais et des produits phytosanitaires que ces mêmes entreprises fournissent. Pour obtenir les revenus nécessaires à l'achat de ces produits, les paysans devront augmenter leur productivité et chercher des débouchés sur le marché mondial, dominé lui aussi par des multinationales.

Un faux « développement »

Sous couvert du « développement », avec le soutien de la Banque mondiale et de programmes au nom attrayant, tels que « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » du G8 ou l'« Alliance pour une révolution verte en Afrique », Syngenta, Monsanto et consorts veulent façonner le cadre légal et politique à leur mesure. Presque partout, les gouvernements sont à leur botte et attendent beaucoup de leurs investissements. Sous prétexte de « protéger la propriété intellectuelle », de nombreux pays africains sont ainsi en passe d'adopter des modifications de leur loi sur la protection des variétés. Une révision qui écarte le système traditionnel des semences et qui interdit aux cultivatrices et aux cultivateurs africains d'utiliser leurs propres semences ou celle de la dernière récolte. Alors même que le commerce informel de semences représente 80 % du secteur. La situation de monopole que les multinationales obtiennent ainsi représente une menace pour les paysans : au lieu d'utiliser les variétés existantes, mieux adaptées aux conditions locales, ils perdront la maîtrise de leurs cultures et s'endetteront pour se procurer chaque année des semences et des engrais au prix fort. Les propos d'un paysan tanzanien, qui a signé un contrat avec une multinationale, pourraient être ceux d'un grand nombre : « Quand je me suis rendu compte que ce projet me coûtait davantage qu'il ne me rapportait, j'ai décidé de le quitter : la somme que j'avais versée au début était supérieure à celle que j'ai gagnée à la fin. Il vaut mieux travailler pour soi-même que pour des voleurs. Ils ne méritent pas d'autre nom. »

Des investissements oui, mais…

Les opposants à l'agriculture industrielle ne le contestent pas : il est urgent d'investir dans l'agriculture africaine, longtemps négligée par les États. « Bien sûr qu'il faut des investissements », reconnaît Million Belay, coordinateur de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique. Cette plate-forme panafricaine réunit des petits paysans, des éleveurs et des écologistes. Mais ces investissements ne doivent pas être détournés dans le but d'exercer une emprise sur la vie et les décisions des agriculteurs.

Les demandes d'associations paysannes et d'organisations de développement comme *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* sont limpides : il faut des investissements démocratiques, qui ne favorisent pas une agriculture intensive aux effets désastreux. D'autres modèles porteurs d'avenir sont possibles. Il s'agit de soutenir l'agriculture paysanne, qui respecte les cycles de la nature. C'est ce que dit clairement le Rapport mondial sur l'agriculture de 2008. En effet, alors que les multinationales produisent des matières premières pour l'élevage, l'industrie et le secteur des agrocarburants, ce sont toujours les petits paysans qui couvrent 70 % de nos besoins alimentaires. — *Silva Lieberherr*

Une famille de petits paysans en Ethiopie : elle cultive ses champs à l'aide d'un attelage bovin.

Les semences de l'industrie agro-alimentaire se basent sur les produits chimiques : le maïs de la firme américaine DuPont.

Travailler avec les ressources locales : pour bénéficier de l'eau de pluie, les paysans tracent des tranchées autour des plants.

Photos : Tina Goethe

« Les exploitations familiales sont au centre de notre stratégie »

Manuel Sager est le chef de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Rencontre à l'occasion de sa participation à la célébration œcuménique « Objectif terre : mission possible! » à Lausanne, consacrée aux Objectifs de Développement Durable.

Il y a peu, la communauté des Etats a défini les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui s'adressent aussi bien aux pays industrialisés qu'aux pays en développement. Comment évaluez-vous ce changement de paradigme?
Avec les ODD, une résolution internationale établit pour la première fois que le développement est une démarche non seulement économique, mais aussi écologique et sociale : la croissance économique ne doit pas se faire au prix de la destruction des bases naturelles de la vie, et doit bénéficier au plus grand nombre. Ce principe nous guidera encore davantage dans la lutte contre la pauvreté et dans la maîtrise des changements climatiques. Si nous appliquons les ODD de manière conséquente, nous pourrons non seulement créer de la prospérité dans le monde, mais aussi aider davantage de personnes à améliorer leur niveau de vie et à mener une existence digne. J'en suis persuadé.

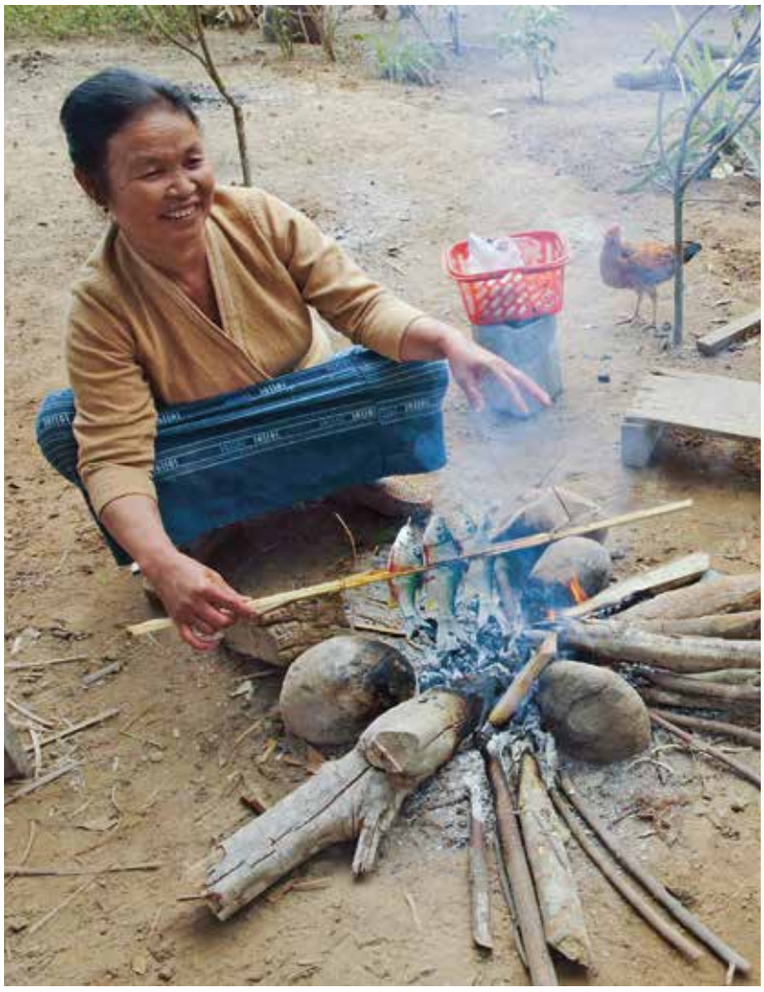
Comment les ODD favorisent-ils l'agriculture paysanne?
Plusieurs ODD sont en rapport avec la sécurité alimentaire et l'agriculture. Notamment le deuxième objectif, qui mentionne explicitement la promotion de l'agriculture paysanne. Le nouveau message sur la coopération au développement de la Suisse pour la période 2017 à 2020 s'inspirera fortement de ces objectifs. Lorsqu'elle mettra en œuvre ce document stratégique, la DDC contribuera à une transformation sociale et écologique de l'agriculture paysanne.

Quelle priorité de la DDC dans le domaine de la sécurité alimentaire ?
La DDC œuvre pour que la population de nos pays partenaires aient accès à une alimentation suffisante et équilibrée. Dans de nombreux pays, ce sont des paysans pauvres qui sont les principaux producteurs de nourriture. C'est pourquoi les exploitations familiales sont au centre de notre stratégie. Nous cherchons à mettre en lien ces exploitations, par le bais de leurs groupements, avec les entreprises de transformation du secteur privé. Nous les soutenons aussi dans les domaines de la production durable, du stockage et de la commercialisation. La DDC concentre son travail sur l'accès des populations défavorisées aux savoirs, aux ressources et aux marchés.

Dans de nombreux pays du Sud, des groupes agro-alimentaires aux stratégies agressives ne cessent de gagner du terrain. Que fait la DDC ?
Dans le monde entier, la DDC contribue à défendre les intérêts de la petite paysannerie, y compris dans les pays que ces groupes considèrent comme de nouveaux marchés. Nous collaborons rarement avec ces firmes, même si des liens indirects s'établissent : la DDC encourage les organisations paysannes à s'intégrer dans les chaînes logistiques où sont aussi présentes ces sociétés. La DDC a instauré un dialogue institutionnel avec quelques groupes suisses, qui nous permet d'aborder la manière dont le secteur privé peut contribuer à la réduction de la pauvreté. Nous nous demandons par exemple dans quelle mesure les revenus supplémentaires générés par la production de cacao contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire de la population locale. — *Martina Schmidt*

Depuis novembre 2014, Manuel Sager est le chef de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Auparavant, ce docteur en droit a occupé la fonction d'ambassadeur de la Suisse aux Etats-Unis de 2010 à 2014.

Photo: Direction du développement de la coopération (DDC)



Pouvoir s'assurer une alimentation diversifiée et suffisante : Xay Phommaseng prépare le poisson qu'elle a pêché.

Pouvoir manger, tout simplement

Au Laos, *Action de Carême* encourage une agriculture durable et la préservation des ressources naturelles. Objectif : une alimentation suffisante et diversifiée pour les populations pauvres.

« Plus d'un tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté », constate Filip Debruyne, coordinateur d'*Action de Carême* au Laos. « 80 % vit dans les zones rurales et dépend uniquement de l'agriculture de subsistance. » Des chiffres qui contrastent avec la bonne santé apparente du Laos : un pays pourvoyeur de matières premières et d'énergie dans la région, au taux de croissance de 8 % en 2013. Pourtant, la majorité de la population rurale n'en profite pas : la malnutrition fait des ravages. « On assiste à une période de soudure – lorsque, les réserves étant épuisées, la nourriture vient à manquer – qui peut aller de 2 à 6 mois selon les régions », poursuit Filip. C'est dans les montagnes que la situation est la plus critique. Là où les partenaires d'*Action de Carême* sont surtout actifs. « Lorsque la nourriture manque, les villageois doivent développer des stratégies de survie : ils se nourrissent de ce qu'ils trouvent dans les forêts ». La chasse, la pêche, la cueillette du miel deviennent des activités essentielles. Mais que faire lorsque les ressources naturelles sont surexploitées ?

Préserver les ressources

Les partenaires d'*Action de Carême* développent avec les communautés des stratégies qui visent à préserver les ressources. Encourager la plantation de cardamome ou l'apiculture (*voir reportage du dossier*) en fait partie. « C'est aussi un moyen pour les paysans d'accéder à des revenus supplémentaires », ajoute Filip. La cardamome, par exemple, permet non seulement de préserver la forêt, mais représente aussi une source de revenus importante. « Prisée en Chine, son prix est très stable. » Des activités simples et peu risquées. Autre stratégie : créer des zones de conservation. « On pratique souvent la pêche à la dynamite ou en recourant à des pesticides, poursuit Filip. Ces méthodes ne sont pas durables. » Les ressources s'épuisent. « Et les habitants ne se rendent pas compte des dangers pour leur santé. »

L'effet « boule de neige »

Avec l'aide d'animateurs, les villageois créent des zones de conservation. Point de départ : une visite d'échange avec un village qui participe déjà au projet. Ils comprennent que ces zones permettent de régénérer les ressources halieutiques. Convaincus par l'exemple, ils planchent ensuite sur un projet similaire dans leur propre village. « C'est la force de nos projets : la mise en réseau des paysans et l'échange. Le projet a alors un effet multiplicateur », se réjouit Filip. « Mis en place par la communauté, il est durable et plus efficace. » Résultat : en instaurant une zone de conservation, la pêche est plus facile. C'est ce que constate Xay Phommaseng. Cette paysanne de 69 ans vit à Baan Kaad, au nord-ouest du Laos. Elle voit la différence : « Avant, il fallait pêcher 5 heures pour trouver de quoi manger, maintenant il en faut une. Les poissons sont plus gros. Et certaines espèces qui avaient disparu sont revenues. » Pouvoir manger, tout simplement : c'est le combat d'*Action de Carême*.

— *Johanna Monney*

Lire et agir

Notre action

Grâce à l'amélioration des techniques agricoles, la préservation des ressources et l'accès à la terre, *Action de Carême* permet à 68 000 personnes dans 180 villages d'accéder à une nourriture saine en suffisance.

Votre soutien

Grâce à votre don, vous permettez aux populations rurales du Laos de sécuriser leur subsistance de base. Faites un don ! CCP 10-15955-7, mention Laos.

Photo : Wim Reybroeck

Thongdam Phongphichith, co-directeur de la *Sustainable Agriculture and Environment Development Association* (SAEDA), qui milite pour une agriculture durable au Laos.

« Une transition qui doit aussi profiter aux petits paysans »

Avec plus de 75 % de la population active dans le secteur agricole, le Laos est une nation à majorité de familles de petits paysans. Un pays également très pauvre, de sorte que l'Etat attache beaucoup d'importance à l'augmentation de la productivité agricole. Pour ce faire, il favorise par exemple la transition vers une agriculture orientée vers le commerce. C'est ainsi qu'en 2014, plus d'un million d'hectares de surface agricole a été consacré à la plantation de monocultures, destinées uniquement à l'exportation et non à l'approvisionnement en nourriture du pays.

Il reste à savoir qui sont les véritables gagnants et les perdants de la réorientation actuelle de l'agriculture au Laos. Ainsi, les améliorations des infrastructures, les facilités accordées aux investisseurs et la hausse de la demande régionale ont abouti à une augmentation du revenu et des possibilités d'emploi pour les paysans et les paysannes ; pour ceux qui ont sauté dans le train de l'agriculture commerciale. Il n'en reste pas moins que les groupements de paysans qui participent à ce changement se retrouvent face à de nombreux défis : la concurrence pour la terre augmente toujours plus, la fertilité du sol décline et certains des contrats qui sont conclus ne sont clairement pas dans l'intérêt des paysans et des paysannes.

Autre élément inquiétant : le recours à la chimie augmente, lui aussi. Plusieurs enquêtes ont, en effet, montré combien il était facile de se procurer des substances interdites dans nombre de boutiques locales laotiennes, comme l'herbicide Paraquat ou l'insecticide Methomyl. On y trouve de nombreux produits qui portent par exemple le logo de Syngenta. Certes, cette évolution opérée sur le plan économique améliore l'accès des familles de petits paysans à un nombre croissant de revendeurs et aux informations fournies par les médias. On peut aussi constater que les groupements de paysans ont commencé à mettre en place des stratégies de développement institutionnel et à offrir à leurs membres un soutien dans les activités de transformation et la commercialisation de leurs produits. Des aspects positifs de cette transition.

Il n'en reste pas moins que les famille de petits paysans continuent d'avoir de la peine à obtenir des crédits et des subventions et à souffrir de la concurrence de producteurs bien plus puissants, comme les investisseurs étrangers, par exemple.

> **« La réorientation de l'agriculture a fait des gagnants et des perdants. »**
> Thongdam Phongphichith

Selon l'Etat laotien, la production agricole devrait néanmoins augmenter, tant pour le marché local que pour le marché international. Dans cette optique, le Ministère de l'agriculture et de la sylviculture favorise et promeut une « agriculture verte », qui régit notamment l'utilisation de pesticides. Le gouvernement laotien a beau reconnaître sans réserve la nécessité de cette réorientation – l'agriculture a besoin d'être développée et de trouver des débouchés –, il est aussi indéniable qu'il faudra encore accorder un soutien massif à la petite paysannerie pour que cette vision se concrétise réellement. Sans une amélioration et une augmentation des prestations fournies à cette paysannerie qui puissent satisfaire ses besoins, il est probable que celle-ci sera, en fin de compte, la grande perdante d'une agriculture toujours plus tournée vers le marché. On peut alors craindre que le clivage entre les zones citadines et les zones rurales ne continue de se creuser.

EN CHIFFRES

3/4

de la population au Laos vit de l'agriculture.

30 %

C'est la contribution du secteur agricole au PIB du Laos. Le pays a assisté ces dernières années à l'éviction de l'économie de subsistance par l'agriculture industrielle.

1/3

des 6,77 millions d'habitants et habitantes que compte le pays vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Photo : archives *Action de Carême*

SYMPOSIUM « FAIM, COLÈRE ET CHANGEMENT »

Révolution tunisienne : « La discrimination fait le lit de la révolte »

« Permettre à la population de participer au jeu politique » : Lina Ben Mhenni et Ridha Chennoufi à l'occasion du symposium de *Pain pour le prochain*.

Pour Lina Ben Mhenni et Ridha Chennoufi, l'engagement citoyen, la décentralisation et le respect des libertés individuelles vont aider la Tunisie à sortir de l'ornière. « Le rôle des réseaux sociaux dans le printemps arabe a été exagéré. Internet n'est pas une potion magique qui fait des miracles. En Tunisie, il nous a servi à briser la chape de plomb du silence, à informer et mobiliser les gens, mais ce n'était pas un acteur autonome », déclarait la bloggeuse Lina Ben Mhenni à l'occasion du symposium « Faim, colère et changement » organisé par *Pain pour le prochain*. « Peut-on dire que c'est la faim qui était à l'origine de la révolte du peuple tunisien? Non, renchérit Ridha Chennoufi, professeur de philosophie à l'Université de Tunis. La Tunisie a connu beaucoup de famines au 19e siècle, la faim et la sous-alimentation ne constituaient pas un problème significatif ces dernières années. » Alors qu'est-ce qui a déclenché la révolte de 2011? « Une insupportable discrimination régionale, répond le philosophe. Certes, le taux de pauvreté avait diminué de moitié en dix ans, pour se situer à 15 % de la population en 2010. Mais certaines régions n'en ont récolté aucun bénéfice. Le gouvernorat de Sidi Bouzid, d'où est partie la révolte, affiche encore un taux de chômage de 27,5 % et occupe la dernière place en termes d'investissements publics. La population est très vulnérable à l'augmentation du prix des denrées alimentaires. »

Des recettes infructueuses

« Depuis la chute de Ben Ali, raconte Lina Ben Mhenni, les médecins les plus divers se sont succédés au chevet de la Tunisie : le PNUD et Lech Walesa ont prôné la transition démocratique et la justice transitionnelle ; d'autres ont prêché l'au-delà. » Certains jeunes, désillusionnés, ont traversé la Méditerranée, ou sont partis dans des guerres qui ne les concernaient pas. D'autres sont restés pour militer.

La responsabilité de l'Occident

C'est ainsi qu'une association, Albawsala, créée par la bloggeuse Amira Yahyaoui, a surveillé tour à tour les travaux de l'assemblée constituante, les élections et les travaux du parlement. « A un moment donné, on a parlé de la fin du cyber activisme en Tunisie, regrette-t-elle. Mais après l'attentat de Sousse [*juin 2015, 38 morts*] et l'annonce d'un projet de loi sur la réconciliation, un nouveau mouvement est né, intitulé « Je ne pardonne pas ». Il s'oppose à cette loi qui va garantir l'amnistie aux corrompus du régime de Ben Ali. » Pour Ridha Chennoufi, les Occidentaux ont une part de responsabilité dans les révolutions arabes. La Banque mondiale a reconnu qu'elle avait commis des erreurs. Elle n'a pas su tenir compte de la vulnérabilité sociale des populations, en exigeant des réformes douloureuses et en axant la politique agricole sur l'agriculture extensive d'exportation. La prochaine étape consistera à mettre en place la décentralisation prévue par la constitution, pour permettre à la population de participer au jeu politique au niveau local. Il faudra aussi promulguer des lois protégeant les libertés individuelles, notamment la liberté de conscience, contre les droits collectifs prônés par les partis islamistes. Et l'Occident a un rôle à jouer. — *Isolda Agazzi*

OBJECTIFS DE DÉVELOPPPEMENT DURABLE

Les contradictions de la Suisse

Fin septembre, les Etats membres des Nations Unies ont défini un développement durable mondial. Les 17 objectifs sur lesquels ils se sont mis d'accord prennent en compte les aspects économiques, mais aussi sociaux et écologiques, et veulent lutter contre les causes de la pauvreté. La Suisse s'est aussi engagée à contribuer à leur concrétisation. Dans le même temps, des coupes seront opérées dans le budget dévolu à l'aide au développement. En outre, le secteur privé sera partie prenante. Comment faire ? Une évaluation sur : *www.actiondecareme.ch/odd*

Photo : Kassem Belkalem

SÉANCES DE FORMATION ET D'INFORMATION

Une campagne dans les « starting blocks »

« Prendre ses responsabilités – Renforcer la justice ». C'est le thème de la campagne œcuménique de l'année prochaine. L'économie se mondialise toujours davantage, alors que les droits humains semblent s'arrêter aux frontières nationales. Avec l'exemple de la filière de l'or, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* vont passer en revue, durant la campagne, les activités des multinationales : elles veulent montrer que, aujourd'hui encore, les activités des sociétés transnationales ont souvent pour conséquences la violation des droits des populations locales et la pollution de l'environnement. C'est bien souvent ce que constatent leurs partenaires dans les pays du Sud. Des règles contraignantes sont nécessaires. Il faut adopter des lois qui imposent des pratiques commerciales respectueuses et responsables, partout où elles sont actives. C'est pourquoi *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ont lancé, avec d'autres, l'initiative « Pour des multinationales responsables ». Elles se sont engagées, durant la campagne œcuménique, à la présenter et à récolter des signatures, avec tous ceux et toutes celles qui relayent la campagne dans les paroisses et dans les régions.

Se préparer à la campagne

Afin de se familiariser avec le thème de la campagne, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* organisent des séances de formation et d'information dans toutes les régions. Ouvertes à tous ceux et celles qui souhaitent relayer la campagne dans leur région, elles apportent des informations sur le contenu et des idées d'action et d'animation. — *jom*

CÉLÉBRATION ŒCUMÉNIQUE

Objectif terre : mission possible !

Une célébration d'envergure nationale a rassemblé les chrétiens et les chrétiennes de Suisse au sein de la Cathédrale de Lausanne le 6 décembre dernier. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* étaient de la partie.
Ensemble, les Eglises catholique, réformée et évangélique, ainsi que 47 organisations engagées dans la coopération au développement ont célébré les quinze ans des « Objectifs du millénaire pour le développement » définis par les Nations Unies. Elles ont aussi voulu marquer leur engagement dans les nouveaux Objectifs de Développement Durable, adoptés par les Etats membres des Nations Unies pour améliorer les conditions de vie de tout être humain, protéger l'environnement et renforcer la paix.
« Au-delà des difficultés présentes, ont proclamé les ONG chrétiennes, notre foi nous donne l'espérance et l'envie d'agir en faveur d'un monde meilleur. »

Les milieux chrétiens ont marqué leur engagement pour un développement durable lors d'une célébration à la Cathédrale de Lausanne.

Des invités de marque

Invité spécial de la célébration, Manuel Sager a pris la parole au nom de la Direction du développement et de la coopération (DDC) (*voir page 5*). Du côté des Eglises catholique et protestante, elles étaient respectivement représentées par Christoph Godel, vicaire épiscopal de l'Eglise catholique du canton de Vaud, et Xavier Paillard, président du Conseil synodal. Ils sont intervenus dans la célébration présidée par Martina Schmidt, secrétaire romande de *Pain pour le prochain*. Moment fort de la célébration, la prédication de la théologienne congolaise Fanny Ukety, directrice du Centre multidisciplinaire d'appui pour le développement de la femme. — *jom*

AGENDA

Séances de formation

Neuchâtel
16.01.2016, 08h45 - 15h00
Paroisse catholique
Rue Ernest-Roulet 8, Peseux

Valais
22.01.2016, 18h30 - 21h30
Notre-Dame du Silence
Ch. de la Sitterie 2, Sion

Vaud
23.01.2016, 08h45 - 14h15
Centre paroissial St-Jacques
Avenue du Léman 26,
Lausanne

Fribourg
27.01.2016, 19h30 - 21h30
Maison d'accueil Africanum
Salle Africa
Route de la Vignettaz 57,
Fribourg

Jura
28.01.2016, 19h00 - 21h00
Centre St-François
Route du Vorbourg 4,
Delémont

Genève
06.02.2016
Lieu et horaire à déterminer

Photo : Guy Barblan / Communauté des Eglises Chrétiennes dans le Canton de Vaud

L'apiculture en questions

Des chiffres étonnants sur l'apiculture en cinq questions. Testez vos connaissances !

1.
Combien de variétés de légumes cultivées en Europe n'existeraient pas sans le travail de pollinisation des abeilles?

A. 2000
B. 4000
C. 6000

2.
On trouve dans le monde pas moins de 30 000 espèces d'abeilles sauvages. Et en Suisse?

A. 600
B. 6000
C. 20 000

3.
On compte en Suisse

A. 4000 apiculteurs qui s'occupent de 40 000 colonies
B. 9000 apiculteurs pour 80 000 colonies
C. 19 000 apiculteurs pour 170 000 colonies

4.
En Suisse, un pot d'un kilo de miel représente pour l'abeille butineuse

A. 1 jour de travail et la visite de 4000 fleurs
B. 100 jours de travail et la visite de 400 000 fleurs
C. 200 jours de travail et la visite de 800 000 fleurs

5.
La production suisse de miel s'élève à environ

A. 3300 tonnes par année, soit un tiers des besoins de la Suisse en miel
B. 5600 tonnes par année, soit la moitié des besoins en miel
C. 11 100 tonnes par année, soit l'entier des besoins en miel

Réponses : 1. : B / 2. : A / 3. : C / 4. : C / 5. : A

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Partager n'est que justice »

Jamais, au grand jamais, elle n'avait gagné autant en une année. C'est qu'elle a reçu un héritage, pour s'en défaire aussitôt. Ou, plus précisément, pour en faire don. Principalement à *Action de Carême*, mais aussi à d'autres organisations. Elle n'en a conservé qu'une toute petite partie : « Pour m'acheter une nouvelle table. Mais si je sens que ce n'est pas une bonne idée, je ferai aussi don de ces 5000 francs à des œuvres caritatives. » Loin d'attendre de la reconnaissance pour son geste généreux, elle veut rester anonyme. Elle a malgré tout consenti à ce que son don soit rendu public : « Cela servira peut-être d'exemple à d'autres personnes. » Elle tient une tasse de café chaud entre les mains. Retraitée depuis six mois, elle vit seule. Son appartement – ou s'agit-il d'une petite villa ? – pourrait se nicher dans le Lavaux ou encore sur l'Arc jurassien. L'ameublement est simple et sobre. Elle a grandi dans un milieu chrétien. Lorsqu'elle était jeune, avant même qu'elle ne touche son premier salaire d'apprentie, le curé de la paroisse lui a enjoint de donner 10 % aux pauvres. Sa première réaction a été l'effroi : donner autant d'argent ! Il lui a fallu un certain temps pour comprendre l'origine de cette demande : la dîme, que la Bible mentionne à plusieurs reprises. Elle a maintenant intériorisé cette exigence depuis très longtemps. Aujourd'hui encore, elle donne dix pour cent de sa rente : « C'est un geste de gratitude. J'ai vécu une vie très satisfaisante, tout le monde ne peut pas en dire autant. Partager n'est que justice. »

Mais son engagement ne se limite pas à l'aspect financier. Elle donne aussi de son temps. Elle a ainsi collaboré à chaque campagne œcuménique, en aidant à la mise sous pli des envois par exemple, ou en en parlant dans son entourage. Elle évoque à plusieurs reprises la nécessité de faire le pas : le pas qu'il faut faire pour ouvrir son cœur, partager ses biens et venir ainsi en aide à autrui. Elle a deux frères, deux personnes au cœur sur la main, toujours prêts à l'aider, elle le sent bien. Mais pourtant, elle se pose la question : pourquoi elle seulement ? Pourquoi ne sont-ils pas disposés à soutenir des personnes en Afrique avec la même gratuité ? Elle tente de les convaincre, sans faire de prosélytisme, mais de nombreuses personnes ont de la peine à faire le pas : « Souvent, la solidarité et le partage ne vont pas au-delà de l'aumône. » Une fois à la retraite, elle a commencé à étudier la théologie. Pour ce faire, elle a dû se mettre au latin et au grec. Et plus tard, ce sera au tour de l'hébreu. « Je ne veux jamais cesser d'apprendre », rayonne-t-elle.

— *frp*

« Aller au-delà de l'aumône » : une généreuse donatrice.